ÉLECTION AU PARLEMENT EUROPÉEN - 13 JUIN 2004 - CIRCONSCRIPTION EST



Liste LO-LCR

soutenue par

Arlette LAGUILLER et Olivier BESANCENOT

conduite par

Christiane NIMSGERN

48 ans - aide-soignante en hôpital public

L'Europe unie des travailleurs, sans frontières entre les peuples, c'est l'avenir

Mais l'Union européenne qu'ils prétendent construire n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs et des peuples. Elle est réalisée par en haut pour servir les intérêts du grand patronat européen qui a besoin d'un marché intérieur plus vaste face à ses concurrents américains ou japonais.

Leur Europe n'est pas démocratique

Les institutions européennes ne cherchent pas du tout à unifier, par le haut, les salaires, les conditions de travail, les retraites ou la législation sociale pour les travailleurs des différents pays de l'Union européenne. Dans tous les pays d'Europe, les gouvernements cherchent à diminuer les dépenses sociales. Ils livrent au secteur privé des pans entiers des services publics. Ils imposent une politique agricole qui ne se soucie ni des populations rurales d'Europe ni des famines dans le monde. Le Parlement européen n'est qu'un paravent qui masque le pouvoir sans contrôle de la Commission européenne, issue des marchandages entre gouvernements et soumise aux puissances d'argent.

Leur projet de Constitution européenne prétend que *« l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité… »*, alors que les groupes capitalistes n'ont qu'un but : réaliser toujours plus de profits sur le dos des salariés d'Europe comme sur celui des peuples des pays pauvres.

Nous nous opposons à l'Union européenne actuelle faite dans l'intérêt du grand capital, à ses institutions, à ses lois, à sa Constitution en gestation, tout comme nous nous opposons au rôle de l'État français au service de la bourgeoisie.

Leur Europe est uniquement conçue pour accroître les profits des industriels et des groupes financiers

L'Europe élargie à 25 pays consacre la domination sur l'Est de l'Europe des grands groupes capitalistes de l'Union européenne. Bien que l'Union européenne soit une des régions les plus riches de la planète, le nombre de chômeurs y dépasse cependant 16 millions auxquels s'ajouteront les 5 millions des pays nouvellement adhérents.

Pour des mesures radicales contre le chômage, la précarité et la misère

Les coups portés aux travailleurs au fil des années l'ont été par les gouvernements nationaux, en coordination avec Bruxelles, c'est-à-dire avec les institutions européennes.

Ce ne sont pas les frontières qui nous protègent contre les mauvais coups de la bourgeoisie. Prétendre que les salariés et les classes populaires seraient mieux défendus par le gouvernement de leur propre pays que par les institutions européennes est aussi stupide que mensonger.

Laissons ce discours à Le Pen, le pire ennemi des travailleurs. Ce milliardaire, qui veut aggraver la politique de régression sociale, cherche à rendre les travailleurs de la partie pauvre de l'Europe responsables des délocalisations, c'est-à-dire des licenciements d'ici, alors que c'est le patronat qui délocalise et licencie. Il faut rejeter toute démagogie cherchant à dresser des travailleurs les uns contre les autres, entre différents pays comme, ici même, contre les travailleurs immigrés.

Les partis de droite, qu'ils soient pour plus ou moins d'Europe, sont pour la même politique en faveur des patrons qui frappe les exploités et les opprimés.

Aux dernières élections régionales, la politique du gouvernement a été massivement rejetée.

Le désaveu de la droite fait plaisir mais, en s'exprimant sur les listes du Parti socialiste, il reste limité. Car les dirigeants de la gauche plurielle, lorsqu'ils étaient au gouvernement sous Jospin, ont remis en cause des acquis sociaux et procédé à des privatisations. La droite n'a eu qu'à continuer cette politique en l'aggravant.

En Europe, lorsque 13 des 15 gouvernements européens étaient socialistes, les institutions européennes ont mené la même politique de régression sociale qu'aujourd'hui.

Même dans l'opposition, le Parti socialiste ne s'engage pas à annuler, dès son retour au pouvoir, toutes les mesures rétrogrades du gouvernement de droite. Il se garde de s'opposer clairement à l'attaque engagée contre la Sécurité sociale et il reprend à son compte jusqu'à l'idée de « réformes nécessaires ».

Voilà pourquoi contre le gouvernement et le patronat, on ne peut se contenter d'un bulletin de vote, ni attendre trois ans : il faudra une mobilisation sociale d'ampleur pour les faire reculer.

Voilà pourquoi il faut aussi constituer une force politique qui défende des objectifs indispensables à imposer par les luttes futures, ici en France, comme au-delà des frontières.

Voter pour les listes LO-LCR

c'est opposer l'internationalisme au nationalisme et se prononcer :

- Pour une Europe où les conditions de travail, les salaires et les protections sociales soient alignés sur les pays où ils sont les plus favorables aux travailleurs ;
- Pour la libre circulation d'un pays à l'autre de l'Union, même pour ceux qui n'en ont pas la citoyenneté ; pour le droit de vote de tous les résidents en Europe ;
- Pour une Europe qui généralise les services publics au lieu de les privatiser ;
- Pour une Europe qui ne soit pas une forteresse fermée sur elle-même et entourée de barbelés ;
- Contre les interventions militaires dans le monde, que ce soit au nom de l'Union européenne, de l'ONU ou l'OTAN ;
- Pour la réduction des budgets militaires, contre l'armée européenne ;
- Pour l'égalité des droits entre tous les peuples d'Europe, entre femmes et hommes, entre travailleurs immigrés et français ;
- Pour une Europe d'où soient bannies toute oppression et toute discrimination, où l'interruption volontaire de grossesse soit partout libre et gratuite ;
- Pour une Europe, reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- Contre l'Europe du risque nucléaire et du risque industriel, dont les travailleurs des entreprises dangereuses ou polluantes sont les premières victimes ;
- Pour affirmer que l'Europe des travailleurs sera une Europe unifiée d'un bout à l'autre du continent, débarrassée des frontières comme de la dictature des groupes industriels et financiers : les États-Unis socialistes d'Europe.

Voter pour les listes LO-LCR

- C'est se prononcer pour des objectifs vitaux pour le monde du travail. C'est aussi, à l'occasion de ces élections européennes, utiliser son bulletin de vote pour exprimer son refus du chômage, de la précarité, des privatisations comme celle d'EDF-GDF et des attaques contre la Sécurité sociale.
- Pour dénoncer un système qui creuse l'inégalité entre quelques pays riches et le tiers-monde, pillé, étouffé par la dette. Un système qui provoque des dégâts irréparables sur l'environnement et la nature.
- Pour mettre fin aux drames individuels et collectifs que sont le chômage et la précarité, il faut imposer des mesures devant lesquelles les intérêts particuliers du grand patronat doivent s'effacer.

C'est-à-dire qu'il faut :

- Enlever au patronat et aux financiers le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie. La condition en est la suppression des secrets bancaire et commercial, la disparition de tous les paradis fiscaux, la transparence sur les comptes des entreprises, publiques comme privées, afin que chacun puisse y accéder et vérifier d'où vient l'argent et où il va ;
- Interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit sous peine de réquisition de ces entreprises. Dans celles qui se prétendent en difficulté, assurer leur salaire aux travailleurs, en prenant sur les capitaux placés dans d'autres entreprises, sur la fortune personnelle des patrons et des gros actionnaires ;
- Augmenter les impôts sur les énormes profits pour créer les centaines de milliers d'emplois utiles qui font aujourd'hui défaut dans tous les services publics : hôpitaux, éducation, transport, poste, énergie.

En votant massivement pour la liste LO-LCR,

vous pouvez élire au Parlement européen des femmes et des hommes qui y feront entendre la voix de tous les travailleurs et représenteront réellement leurs intérêts.



Pour joindre nos organisations :
Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
LCR : 27 rue Taine - 75012 Paris



IMS - 93500 PANTIN